

Question d'Europe
n°238
30 avril 2012

Les Français et l'Europe : vérités et surprises

Julien Zalc

Consultant pour TNS opinion

Résumé :

Quelle est l'opinion des Français en matière d'Europe? Lors de l'élection présidentielle française, l'Europe a été soit vivement critiquée, soit fortement oubliée dans les débats. Quelles sont les raisons de cette "tonalité anti-européenne"? L'auteur démontre, étude à l'appui, que si les Français sont pessimistes, ils demeurent toutefois confiants quant à leur avenir. De plus, la majorité d'entre eux estime que l'Europe demeure le meilleur instrument pour sortir de la crise et que davantage de coordination et de convergence est nécessaire. Enfin, il note que les Français aimeraient que les responsables politiques et les médias parlent mieux d'Europe.

INTRODUCTION

Inintéressante, ennuyeuse, creuse, éloignée des préoccupations des Français : les qualificatifs négatifs n'ont pas manqué pour décrire la campagne électorale pour l'élection présidentielle de 2012. Qu'on soit d'accord ou pas avec ce jugement, une chose est certaine : certains sujets ont été peu abordés, voire même oubliés. Dans son éditorial du 21 avril, la veille du premier tour de l'élection présidentielle, le directeur du journal "le Monde", Erik Israelewicz, faisait le parallèle avec le livre de Georges Perec, « la disparition[1] », regrettant que les trois E que sont l'Emploi, l'Environnement, et l'Europe aient été négligés dans les débats. S'agissant de l'Europe, on peut considérer que si elle n'a pas tant que ça été la grande oubliée de la campagne, elle en a été, d'une manière générale, la grande mal aimée.

Car d'Europe, en réalité, certains candidats en ont parlé. Avec fougue parfois, et véhémence souvent. Mais lorsqu'ils l'ont fait, c'était le plus souvent pour la critiquer et la rendre responsable de tous les maux de notre société : le chômage ? C'est l'Europe. La dette ? L'Europe ! La croissance en panne ? Encore, et toujours l'Europe ! Certaines voix, venues des extrêmes le plus souvent, se sont même élevées pour souhaiter que la France cesse d'aider les Etats membres les plus en difficulté, sorte de la zone euro et prenne ses distances avec les institutions européennes.

Alors comment expliquer cette tonalité anti-eu-

ropéenne de la part de nombreux candidats à la plus haute fonction de l'Etat ? Pensent-ils être en phase avec un désamour réel des Français pour l'Union et ses institutions ? Que pensent, en réalité, les Français de la construction européenne ? Ce sont les questions auxquelles nous allons tenter de répondre dans cette analyse, en nous appuyant notamment sur les résultats d'une enquête Eurobaromètre Flash, commandée par la Représentation en France de la Commission européenne, sur les attitudes des Français vis-à-vis de l'Union européenne[2]. Cette enquête, dont le terrain a eu lieu quelques semaines seulement avant le premier tour de l'élection présidentielle, reprenait un certain nombre de questions posées dans des enquêtes similaires, en 2006 (EB Flash 178)[3] et en 2009 (EB Flash 230)[4], ce qui permet de mesurer des évolutions.

Dans un premier temps, on s'intéressera à l'état d'esprit des Français à la veille de l'élection présidentielle, notamment lorsqu'il s'agit d'envisager l'avenir de leur situation personnelle. Puis, on s'intéressera à leur opinion sur la manière de sortir de la crise : quel est le meilleur niveau de décision pour apporter des réponses à la crise ? Les Français sont-ils favorables ou opposés à un certain nombre de propositions destinées à sortir de la crise ? Des éléments sur l'opinion générale à l'égard de la construction européenne seront ensuite analysés, ainsi que les souhaits d'information sur l'Europe.

1. La Disparition est un roman écrit par Georges Perec en 1969 ne comportant pas une seule fois la lettre e.
2. Cet Eurobaromètre Flash a été réalisé par TNS Political & Social les 27 et 28 février 2012. 1 006 personnes âgées de 15 ans et plus ont été interrogées par téléphone par les enquêteurs de TNS Sofres. La méthodologie utilisée est celle des sondages Eurobaromètre Flash de la Direction générale Communication de la Commission européenne (Unité « Recherche et Speechwriting »).
3. http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl178_fr.pdf
4. http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl_230_first.pdf

1. LES FRANÇAIS, LES PLUS PESSIMISTES DU MONDE ? UNE CONCLUSION QUI MÉRITE SANS DOUTE D'ÊTRE NUANCÉE

Les résultats de l'enquête internationale BVA[5] réalisée fin 2011 avaient frappé les esprits : les Français y conservaient le triste titre de champions du monde du pessimisme, très loin devant, par exemple, les Irakiens, ou encore les Soudanais... Dans cette enquête, 81% des Français considéraient en effet que, par rapport à l'année écoulée, l'année 2012 serait une année de difficultés économiques (contre 2% seulement qui estimaient que ce serait une année de prospérité économique, et 17% que 2012 serait semblable à 2011)[6].

L'enquête Flash réalisée pour la Représentation française de la Commission européenne apporte un éclairage différent : certes, lorsqu'on les interroge sur la manière dont, selon eux, leur situation personnelle va évoluer au cours des trois prochaines années, une courte majorité des Français se dit pessimiste : c'est le cas de 52% d'entre eux, dont 12% qui se disent même « très pessimistes ». Mais à l'inverse, 47% des Français continuent de se dire optimistes.

En termes d'évolution, cela représente une inversion de l'opinion majoritaire par rapport à l'enquête Eurobaromètre Flash réalisée au printemps 2009[7] : quatre Français sur dix étaient alors pessimistes (40%), contre 56% d'optimistes. En trois ans, les perspectives d'avenir des

Français sur leur situation personnelle se sont sévèrement détériorées, c'est indéniable. Mais au-delà de cette dégradation, on peut également lire ces résultats de manière plus positive : alors qu'on les qualifie de « rois du pessimisme » et que le contexte économique est décrit comme très dégradé, près d'un Français sur deux est optimiste lorsqu'il pense à son avenir personnel. C'est un résultat qu'on peut trouver encourageant.

Bien entendu, il ne s'agit pas ici d'idéaliser une situation qui reste dans l'ensemble plutôt sombre. Mais plutôt de la remettre à sa juste place en nuancant certaines conclusions parfois un peu hâtives. Les Français sont déprimés et usés par les années de crise qu'ils viennent de traverser, c'est un fait. Cependant, il convient de garder à l'esprit que près d'un sur deux reste plutôt confiant dans l'avenir de sa situation personnelle. A cet égard, ils ne sont sans doute pas les plus pessimistes du monde ! L'enquête Eurobaromètre Standard d'automne 2011[8] permet d'ailleurs de le vérifier : interrogés sur leurs attentes pour les 12 prochains mois, les Français sont loin d'être les plus défaitistes des Européens. Leur indice d'optimisme[9] est de -29 points en ce qui concerne l'avenir à court terme de la situation économique de leur pays ; à titre de comparaison, il est de -71 en Grèce et, au total, le pessimisme est plus prononcé dans 11 Etats membres qu'en France. Concernant le futur de leur vie en général, l'indice d'optimisme des Français est de +8 bien loin donc du -52 mesuré en Grèce et supérieur à celui de 19 Etats membres.

5. Enquête menée en partenariat avec Win-GIA dans 51 pays, réalisée en France par Internet, du 2 au 4 décembre 2011, auprès d'un échantillon représentatif de 1671 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

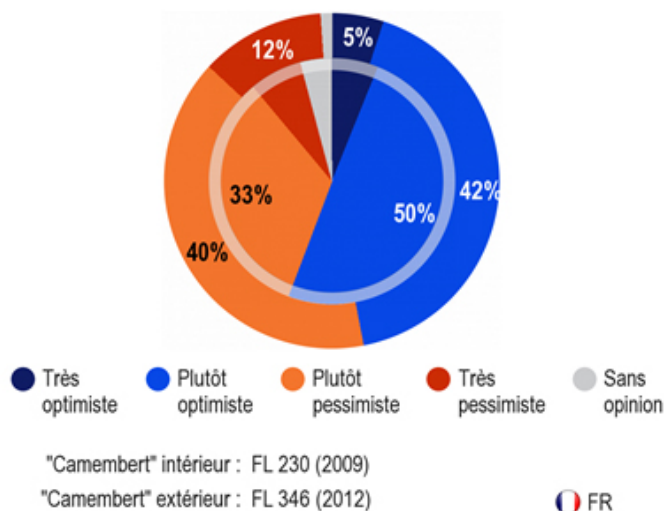
6. A titre de comparaison, au niveau mondial, 34% des personnes interrogées estimaient que 2012 serait une année de difficultés économiques, 31% que ce serait une année de prospérité économique, tandis que 27% misaient sur une stabilité économique.

7. Flash 230, réalisé par téléphone auprès d'un échantillon de 2010 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.

8. http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb76/eb76_first_en.pdf

9. Différence entre les réponses « meilleures » et « moins bonnes »

Q7. Lorsque vous pensez à l'évolution de votre situation personnelle pour ces trois prochaines années, diriez-vous que vous êtes...

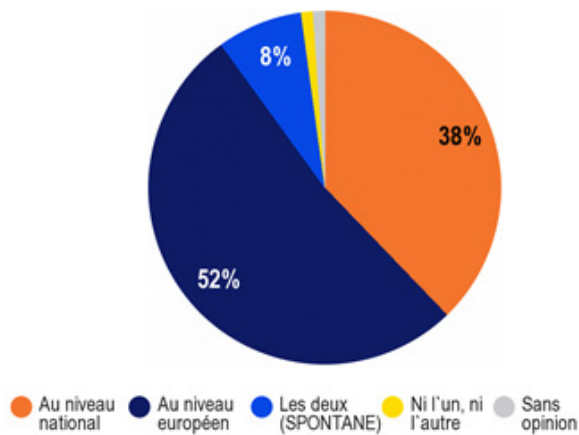


2. LES FRANÇAIS TENTÉS PAR UN REPLI SUR SOI ? AU CONTRAIRE, ILS ONT LE SENTIMENT QU'ON NE POURRA PAS SORTIR DE LA CRISE SANS L'EUROPE

Alors comment sortir de la crise ? Faut-il, dans ce contexte socio-économique particulièrement lourd, se replier sur soi ? Une partie des Français semble tentée par cette solution et les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, le 22 avril dernier, l'ont d'ailleurs confirmé. Mais cela reste l'expression d'une minorité : appelés à choisir le meilleur niveau pour répondre à la crise économique actuelle, une majorité des Français estime que le niveau européen est le plus pertinent (52%), tandis qu'une minorité importante considère au contraire que les réponses

devraient être apportées au niveau national (38%). Moins d'une personne interrogée sur dix répond spontanément « les deux » (8%). A un problème global, les Français préfèrent une réponse collective, une réponse européenne. Ils semblent avoir pleinement conscience qu'ils sont étroitement liés au sort des autres Etats membres - tant ceux qui sont les plus en difficulté, que ceux qui au contraire semblent déjà sortis de la crise-, et que c'est donc ensemble que les réponses doivent être apportées. C'est un résultat important : alors que, pendant la campagne électorale, on a parfois entendu parler de remise en cause des règles communes, de renégociation des traités européens, voire même de l'abandon de la monnaie unique européenne, les Français, dans leur majorité, n'imaginent pas sortir de la crise sans l'Europe.

Q2. Face à la crise économique actuelle, pensez-vous que les réponses devraient surtout être apportées au niveau national ou au niveau européen ?



FR

Malgré des divergences, parfois profondes, la réponse européenne s'impose dans quasiment toutes les catégories de Français.

L'analyse sociodémographique de cette question permet de mettre en exergue des variations « classiques » entre catégories, fréquemment observées sur les indicateurs de soutien à l'Union européenne : la pertinence de l'échelon européen est davantage reconnue chez les hommes, les plus

jeunes, ceux qui ont étudié le plus longtemps, et les cadres. On note également que la manière dont on perçoit sa situation personnelle influe fortement sur les réponses : pour ceux qui la jugent bonne, le niveau européen est le plus pertinent (57%, contre 34% pour le niveau national) ; c'est l'inverse pour ceux qui considèrent leur situation personnelle comme « mauvaise » : (48% préfèrent une réponse nationale à la crise, contre 41% pour le niveau européen).

Q2 Face à la crise économique actuelle, pensez-vous que les réponses devraient surtout être apportées au niveau national ou au niveau européen ?

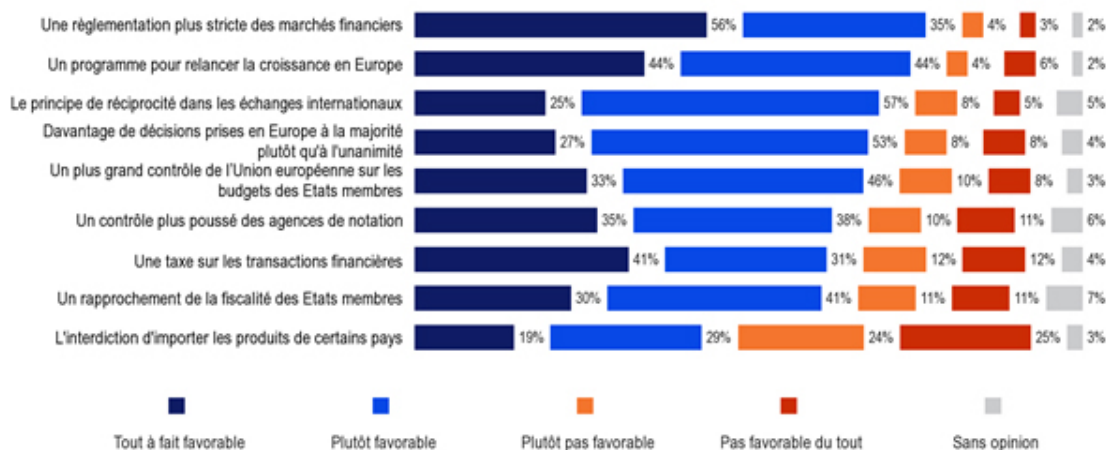
	Au niveau national	Au niveau européen	Les deux (SPONTANE)	Ni l'un, ni l'autre (SPONTANE)	Sans opinion
TOTAL	38%	52%	8%	1%	1%
Sexe					
Homme	33%	55%	10%	1%	1%
Femme	44%	48%	5%	1%	2%
Age					
15-24	41%	57%	2%	0%	0%
25-39	39%	47%	12%	1%	1%
40-54	40%	51%	7%	1%	1%
55 +	36%	53%	8%	0%	3%
Age de fin d'études					
15-	43%	47%	5%	2%	3%
16-19	50%	43%	5%	1%	1%
20+	30%	58%	11%	0%	1%
Tjs étudiant	38%	59%	3%	0%	0%
Echelle d'occupation du répondant					
Indépendants	29%	55%	14%	0%	2%
Cadres	24%	70%	6%	0%	0%
Autres employés	43%	49%	6%	1%	1%
Ouvriers	48%	44%	5%	3%	0%
Chômeurs	42%	43%	13%	2%	0%
Ne travaillent pas	38%	52%	7%	0%	3%
dont : - Retraités	37%	52%	8%	0%	3%

3. LES DIFFÉRENTES MESURES PLÉBISCITÉES POUR SORTIR DE LA CRISE : LES FRANÇAIS EN FAVEUR DE DAVANTAGE DE COORDINATION ET DE CONVERGENCE

Invités à donner leur opinion sur différentes mesures

destinées à lutter contre la crise, les Français se montrent très largement favorables à huit des neuf propositions testées. Seule l'interdiction d'importer les produits de certains pays, qui ne figure d'ailleurs pas à l'agenda des institutions européennes, ne recueille pas d'assentiment majoritaire.

Q4. Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout ?



En ligne avec le résultat précédent sur la pertinence de l'échelon européen, plusieurs de ces mesures vont directement dans le sens d'une convergence des politiques européennes, et d'un rôle accru donné à l'Union et à ses institutions : en effet, huit Français sur dix s'expriment en faveur de « davantage de décisions prises en Europe à la majorité plutôt qu'à l'unanimité » : 80% y sont favorables, dont 27% « tout à fait favorables ». Et entre sept et huit sur dix s'expriment pour « un plus grand contrôle de l'Union européenne sur les budgets des Etats membres » (79%, dont 33%) et « un rapprochement de la fiscalité des Etats membres » (71%, dont 30%).

La réponse des Français sur la nécessité d'apporter des réponses européennes à la crise n'est donc pas qu'une vague déclaration d'intention : lorsque des propositions concrètes leur sont soumises, ils se montrent très largement favorables à des solutions européennes. Et notamment à davantage de convergence des politiques fiscales et budgétaires des différents Etats membres.

4. LES FRANÇAIS ET L'EUROPE : UN GRAND MALENTENDU ?

Faut-il s'étonner des réponses des Français sur la place centrale qu'ils souhaitent qu'occupe l'Union européenne, notamment pour les sortir de la crise ? N'est-ce pas quelque peu contradictoire avec les opinions que semblent leur prêter certains candidats à l'élection présidentielle ? Il est légitime de se poser la question, après une campagne électorale où la thématique européenne a été, soit éclipsée par des sujets qu'on peut considérer, pour manier l'euphémisme, comme sans doute moins cruciaux (viande halal, permis de conduire, etc.) ; soit souvent présentée, à gauche comme à droite, sous un jour largement défavorable. Mais d'ailleurs, comment expliquer cette

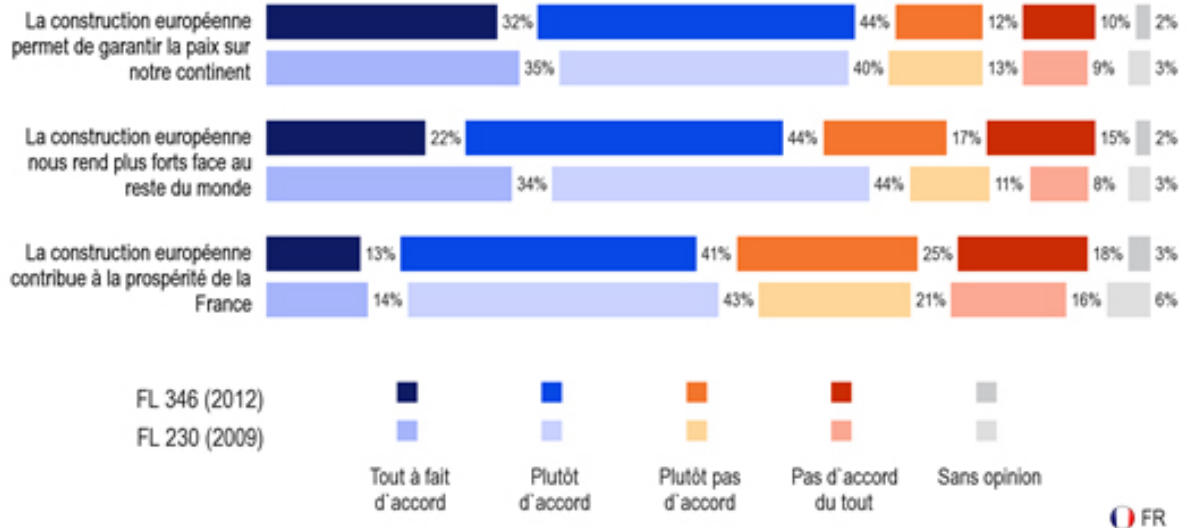
tonalité anti-européenne ? Pourquoi certains candidats à la plus haute fonction de l'Etat, et pas seulement aux extrêmes, ont-ils ainsi critiqués, parfois violemment, l'Europe et ses institutions ? Pensaient-ils, ainsi, attirer à eux des électeurs, les plus europhobes de ces fameux 'nonistes' qui avaient glacé l'Europe toute entière, et gelé la construction européenne en rejetant le référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Union en 2005 ? Avaient-ils le sentiment que les Français seraient sensibles à cette petite musique anti-européenne ? Peut-être. Cependant, on peut se demander si en choisissant cet angle d'attaque, ils ne se sont pas trompés. Et si, en réalité, le supposé désamour entre les Français et l'Europe n'est pas un grand malentendu.

Certaines enquêtes semblent en tout cas aller dans ce sens : un sondage Viavoice pour le quotidien Libération^[10], réalisé au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, révèle ainsi qu'un Français ayant voté à l'élection présidentielle de 2012 sur cinq cite « préparer l'Europe de demain », comme l'un des enjeux principaux l'ayant incité à voter pour le candidat qu'il a choisi. C'est même le quatrième item cité, derrière les thématiques 'bulldozers' que sont, surtout en temps de crise, la réduction des inégalités sociales (30%), la réduction du chômage (23%) et la réduction de la dette publique (21%). L'Europe a donc joué un rôle important dans le choix électoral pour de nombreux Français.

Par ailleurs, notre enquête Eurobaromètre Flash confirme que les Français sont, dans l'ensemble, plutôt bien disposés à l'égard de l'Union européenne. Ainsi, une nette majorité d'entre eux reconnaît les apports de la construction européenne, dans trois domaines clés : la paix, la puissance face aux autres pays du monde et la prospérité économique.

10. Enquête Viavoice pour le quotidien Libération, réalisée par téléphone les 22 et 23 avril auprès d'un échantillon de 1511 personnes. Cette question sur les motivations du vote a été posée aux votants exprimés, soit 771 personnes.

Q1. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes?



C'est particulièrement net s'agissant du maintien de la paix, qui était à l'origine du projet européen. La déclaration Schuman, parfois considérée comme l'acte fondateur du projet européen, commençait d'ailleurs par ces mots : « La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques ».[11] Le rôle de l'Union dans le maintien de la paix reste incontestable pour une nette majorité des Français : plus des trois quarts d'entre eux sont d'accord avec la proposition selon laquelle « la construction européenne permet de garantir la paix sur notre continent » (76%, +1 point depuis avril-mai 2009). Un peu plus d'un cinquième d'entre eux est d'un avis contraire (22%, stable).

Deux tiers des Français adhèrent à la proposition selon laquelle « la construction européenne nous rend plus forts face au reste du monde » (66%, contre 32%) malgré un recul important depuis avril-mai 2009 : l'indice d'accord[12] passe de +59 à +34, soit une chute de 25 points. Enfin, c'est sur les apports de la construction européenne en termes de prospérité de la France que les Français sont les plus divisés. Malgré une certaine érosion, une majorité absolue de personnes interrogées conti-

nue d'être d'accord avec cette proposition (54% -3 points, contre 43% d'un avis contraire, + 6 points).

Au bout du compte, on peut donc dire que l'Europe compte, pour les Français : ils en ont tenu compte pour choisir leur candidat et s'accordent pour apprécier un certain nombre de bénéfices de la construction européenne.

L'EUROPE ? ET SI ON EN PARLAIT ?

Un premier constat s'impose, sans appel : les Français sont mal informés sur l'Union européenne. C'est l'opinion de deux tiers d'entre eux, contre seulement un tiers qui se dit bien informé sur la vie politique de l'Union européenne. Mais alors qu'ils pourraient ne montrer que peu d'intérêt pour l'Europe, c'est tout l'inverse qui se passe : une très large majorité de Français souhaite vivement que les responsables politiques français, mais également les médias, parlent davantage de l'Europe. C'est en tout cas l'opinion de plus des trois quarts d'entre eux, tant en ce qui concerne les responsables politiques français (76%, stable par rapport à avril-mai 2009), que les médias (76%, +5 points).

C'est un autre résultat marquant de cette enquête Eurobaromètre Flash : les Français souhaitent qu'on leur parle

11. Discours de Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères français, le 9 mai 1950, à Paris
12. Différence entre la proportion de Français « d'accord » avec la proposition, et celle de ceux qui ne sont « pas d'accord ».

davantage d'Europe. On peut même se demander, au regard des résultats précédemment mis en avant, s'ils n'auraient pas souhaité que lorsqu'on parle de l'Union, ce soit avec une tonalité plus positive que celle qui a souvent été entendue pendant la campagne électorale.

CONCLUSION

L'enquête Eurobaromètre Flash, réalisée quelques semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle, à un moment où la campagne électorale était déjà bien lancée, éclaire le rapport des Français à l'Union européenne d'une lumière plutôt bienveillante. Dans un contexte économique particulièrement difficile, avec un pessimisme sur l'avenir de leur situation personnelle qui a fortement augmenté en trois ans, une majorité absolue des Français a le sentiment que les réponses à la crise doivent être apportées au niveau européen, contre un peu plus d'un tiers seulement qui privilégie au contraire le niveau national. D'ailleurs, les Français adhèrent très largement à plusieurs mesures qui vont dans le sens de davantage de convergence des politiques des différents Etats membres et de pouvoirs accrus pour l'Union européenne.

Il convient cependant d'apporter certaines nuances à cet apparent enthousiasme : en effet, il faut peut-être y lire l'expression d'un certain pragmatisme, plus qu'une réelle adhésion à cette 'européanisation' de la politique économique. Les Français sont parfaitement conscients qu'aujourd'hui, l'Europe est là, et qu'ils ne peuvent pas faire sans. Prendre des décisions au niveau national uniquement, dans un monde globalisé où les situations des uns et des autres ont des conséquences directes sur l'économie française, n'a pas vraiment de sens. Car l'Union est forcément incontournable.

Alors les Français et l'Europe, serait-ce donc un mariage de raison, plus qu'un mariage d'amour ? Peut-être. Mais pas seulement. En effet, notre analyse démontre également que les bénéfices de la construction européenne sont très fortement appréciés, notamment en ce qui concerne le maintien de la paix, à l'origine du projet européen.

La thématique européenne aura été, d'une manière générale, assez peu abordée dans la campagne présidentielle. Ou alors, de manière plutôt négative. On pourrait d'ailleurs dire que l'Union européenne, c'est ceux qui l'aimaient le moins qui en ont le plus parlé !

C'est sans doute dommage, dans la mesure où les Français, qui sont lucides sur leur mauvaise information sur l'Union, affichent fermement leur envie de voir leurs médias, mais aussi leurs hommes et leurs femmes politiques, parler davantage de l'Union européenne. Et on peut faire l'hypothèse qu'ils aimeraient peut-être entendre un discours plus positif et fédérateur sur l'Union et ses institutions que celui qui leur a été proposé. Un discours qui insisterait, par exemple, sur les bénéfices de la construction européenne, en donnant des exemples concrets de ce que l'Union apporte, propose et rend possible dans le quotidien des Français.

Julien Zalc

Diplômé de l'institut politique de Grenoble (DESS PROGIS), il a commencé sa carrière dans le département politiques et opinion de TNS Sofres. En 2006, il rejoint TNS opinion, le centre de coordination d'enquêtes internationales du groupe TNS, en charge notamment de l'Eurobaromètre. Depuis 2009, il continue sa collaboration avec TNS opinion en tant que consultant. Il est l'auteur de plusieurs articles, notamment pour « l'opinion européenne », une publication annuelle dirigée par Dominique Reynié.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.